

Copie/s - Objet:
Lettre RC AR
Presse française et internationale -
Associations concernées
Présidence de la République

**M. DOMINIQUE PERBEN
GARDE DES SCEAUX**

MINISTERE DE LA JUSTICE

13 Place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
France

Ref: 5557 / 5627

Monsieur Le Ministre,

J'ai renoncé à adresser ce courrier au Président de la République en principe magistrat suprême et garant de la constitution. Mais comme les "conseillers" qui dirigent objectivement la marche du pays, se trouvent au Ministère de la Justice, il est préférable de s'adresser "en vertu de la "monopolisation abusive du pouvoir", aux Dieux qu'à leurs "saints".

Je fais allusion non seulement aux propos de Madame Teller chef de bureau de la DGAC, mais aussi aux constatations pratiques et aux nombreuses lettres types copié / collé, réponses de la Présidence et des ministères qui invoquent devant la violation flagrante de la constitution et des lois par le personnel judiciaire la sempiternelle rengaine du principe républicain "en vertu de la séparation des pouvoirs" qui pourtant ne peut être invoquée dans ce cas de collaboration dans le dévoiement des institutions.

Comme chacun sait, trop de français quand ils ne sont pas suicidés meurent de froid dans la rue parce qu'ils ont été acculés à l'exclusion, harcelés par des JAF pédants et arrogants s'occupant au profit des avocats divorcistes d'affaires juteuses qui ne les concerne pas. Dans le même temps et entre autres, le spécialiste de l'éthique des magistrats transforme Marianne en péripatéticienne pour se faire fouetter, payant une maison close avec une carte de crédit volée. Allez vous laisser ces technocrates planqués continuer impunément à vous faire endosser cette responsabilité? L'Histoire et/ou les Nations Unies pourraient bien un jour dénoncer la mortalité excessive qu'entraîne la déliquescence massive et organisée des familles comme un véritable crime contre l'humanité.

Pour moi qui ne fais pas de gestion des lobbies mais réellement de la politique je vous réponds solennellement que j'ai le devoir de dénoncer des pouvoirs non républicains qui collaborent entre eux pour laisser installer une dictature technocratique méprisant le peuple français. En conséquence et pour répondre à leur lynchage judiciaire, je vous prie de faire suivre les instruments de ma provocation en duel aux juges, principaux intéressés, dont je vous ai déjà signalé en vain les exactions.

En vous remerciant et dans l'attente de vos nouvelles, je vous prie d'agrèer, Monsieur Le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Alain Guillou